

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**P R É F E C T U R E   D U   B A S - R H I N**

---

DIRECTION DES ACTIONS  
DE L'ETAT  
Bureau de l'environnement  
et des espaces naturels

ARRETE PREFECTORAL

ordonnant à la Société BASF Peintures et Encres  
les prescriptions techniques complémentaires fixant les normes  
de rejets des effluents atmosphériques et aqueux  
provenant des installations de production de peintures,  
vernis et crépis en phase aqueuse et solvants exploitées  
à DACHSTEIN-Gare

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;

VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie et de la recherche ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa réunion du 1<sup>er</sup> juin 1993 ;

APRES communication à la Société BASF Peintures et Encres du projet d'arrêté ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

...

A R R E T E

**A) PRESCRIPTIONS GENERALES**

**Article 1 :**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations existantes de production de vernis, peintures et crépis en phase aqueuse et solvant, exploitées par la société BASF Peintures et Encres à DACHSTEIN-GARE, rue de la gare.

Elles annulent et remplacent les prescriptions d'ensemble des arrêtés préfectoraux en date des 16 décembre 1967 et 24 octobre 1980.

**Titre 1er - GENERALITES**

**Article 2 :**

Le présent arrêté vise les installations classées répertoriées dans le tableau suivant, autorisées par arrêté préfectoral du 16 décembre 1967 modifié par les arrêtés des :

- 24 octobre 1980
- 13 août 1984
- 28 décembre 1987.

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Installations d'emploi à froid de liquides inflammables de la 1ère catégorie, la quantité présente dans l'atelier étant supérieure à 10 m3	261-B	A	29	m3

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Installation de mélange à chaud de liquides inflammables de la 1ère catégorie, la quantité présente dans l'atelier étant supérieure à 1 m <sup>3</sup>	261-C	A	8	m <sup>3</sup>
Emploi et stockage de solides fortement inflammables, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t	1 450-2-a	A	5	tonnes
Cuisson et séchage de peintures et vernis à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, la température de séchage étant supérieure à 80°C	406-1°b	A	200 à 650	degré C
Installations de broyage, concassage et mélange de produits organiques naturels ou artificiels, la puissance installée des machines étant supérieure à 200 kW	89-1°	A	267	kW
Dépôts aériens de liquides inflammables de la 1ère catégorie, la quantité présente dans l'établissement étant supérieure à 100 m <sup>3</sup>	253-B	A	715	m <sup>3</sup>
Application à froid par pulvérisation de peintures et vernis à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, la quantité pulvérisée journalièrement étant inférieure à 25 litres	405-B-1°b	D	20	litres
Installations de charges d'accumulateurs, la puissance du courant continu utilisable étant supérieure à 2,5 kW	3 - 1°	D	14	kW

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Emploi et stockage de substances et préparations toxiques ou très toxiques, la quantité totale de substances toxiques particulières visées à la rubrique 1150, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure 100 kg	11901	D	300	kg

### Article 3 : Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, sauf dispositions contraires du présent arrêté.

### Article 4 : Mise en service

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

### Article 5 : Accident - Incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

### Article 6 : Modification - Extension

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

## Article 7 : Abandon de l'exploitation

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

## Titre II : PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

### Article 8 :

#### Principe généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les voies de circulation et de stationnement ainsi que les zones de stockage non traitées avec de l'enrobé seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

### Article 9 :

#### Conduits d'évacuation

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère des installations de combustion devront être dimensionnés en hauteur et en section conformément aux règles qui leur sont propres :

- arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- arrêté du 1er mars 1993 relatif aux rejets des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché, devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

Les installations de stockage, de manipulation, de transvasement, de produits doivent être conçues et équipées autant que faire ce peut de dispositifs de captage et d'aspiration de manière à limiter les émissions de polluants dans l'atmosphère.

Article 10 :

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes :

a) Installations de combustion

Les installations de combustion exploitées par la société BASF totalisent une puissance thermique d'environ 1200 kW fonctionnant au fioul domestique dont la teneur en soufre est d'environ 0,3 g/thermie.

b) Installations de mélange et d'emploi de liquides inflammables

Les effluents atmosphériques en provenance des cabines de peinture par pulvérisation et liquides inflammables, subiront un traitement par passage à travers des installations de dépoussiérage dont l'efficacité garantira une teneur maximale en poussière de 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les émissions de solvants proviennent du fonctionnement des installations de mélange et d'emploi de liquides inflammables pour la préparation de peintures et vernis.

Les rejets atmosphériques de l'établissement devront présenter au maximum les caractéristiques suivants :

POLLUANTS	Poussières, pigments charges	SO <sub>2</sub> combustion	Composés organiques volatiles solvants
FLUX en kg/jour	10	5	140

## 2°) PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS

### Article 11 : Principes généraux

L'exploitant s'attachera à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organisera par consigne la collecte et l'élimination de ces différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 et ses textes d'application), ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

### Article 12 : Caractérisation des déchets

L'exploitant mettra en place, à l'intérieur de son établissement, une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals composés de papiers, cartons... non souillés peuvent être traités comme des ordures ménagères ;
- les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement doivent faire l'objet de traitements particuliers garantissant tout risque de pollution.

### Article 13 : Stockage interne

Le stockage provisoire à durée limitée de déchets dans l'établissement se fera dans des installations aériennes convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques.

Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

### Article 14 : Elimination - valorisation

Le recyclage des déchets en fabrication devra être aussi poussé que techniquement et économiquement possible.

1) La valorisation de déchets tels que les métaux et alliages, le bois, papier, carton, verre... devra être prioritairement retenue.

2) Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

3) L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée par une entreprise spécialisée, régulièrement autorisée à cet effet au titre de la loi 76-663 du 19 juillet 1976.

4) Chaque lot de déchets spéciaux, expédié vers l'éliminateur devra être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5) Les huiles usagées seront éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

#### Article 15 : Bilans

L'exploitant devra tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets sont portés :

- leur nature et leur origine,
- les quantités produites,
- la date et le mode d'enlèvement utilisé,
- leur destination et le mode d'élimination prévu.

Ce registre sera tenu pendant un délai d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Un "bilan déchets", indiquant la nature, les volumes, le mode d'élimination et le nom du centre de destruction ou de collecte agréé, sera transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées.

### 3°) PREVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

#### Article 16 : Principes généraux

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, lui sont applicables.

#### Article 17 : Insonorisation des engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.



#### Article 18 : Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### Article 19 : Niveaux acoustiques

Les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder du fait des activités de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-après :

EMPLACEMENT	REPERE SUR LE PLAN JOINT	NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUITS en db(A)		
		jour 7h à 20h	périodes intermédiaires 6h à 7h - 20h à 22h	nuit 22h à 6h
Limite de propriété		65	60	55

#### 4) PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

##### Article 20 : Prélèvements d'eau

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel, à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés.

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable, le réseau d'eau industrielle (chaufferie) sera distinct du réseau d'eau potable et son branchement sur le réseau d'alimentation sera muni d'un disconnecteur.

##### Article 21 : Collecte des effluents liquides

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.

Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement accident, etc... d'écoulement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques, ou inflammables vers les égouts ou le milieu naturel.

## Article 22 : Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles

### 1. *Egouts et canalisations*

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas, ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches. Elles seront placées dans la mesure de possible dans des endroits visibles et accessibles.

Les matériaux utilisés pour la réalisation et le dimensionnement de ces aménagements devront en permettre une bonne conservation dans le temps pour résister aux agressions mécaniques, physiques, chimiques... .

### 2. *Capacités de rétention*

Tout stockage susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel (en réservoirs, fûts, bidons ou bouteilles) devra être associé à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

### *3. Rétention des eaux d'extinction d'un incendie éventuel*

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie devront pouvoir être confinées dans un volume étanche de dimensions appropriées.

Les eaux d'extinction d'un incendie du dépôt de produits inflammables (peintures, laques, solvants, diluants, etc...) ne devront pas être dirigées vers le milieu naturel ou le réseau d'assainissement communal.

Elles seront retenues sur le site dans un volume d'une capacité de 750 m<sup>3</sup>.

### *4. Poste de chargement ou de déchargement*

Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de liquides seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures avant leur rejet dans le milieu naturel récepteur.

## Article 23 : Conditions de rejet des effluents produits par l'établissement

### *1. Dispositions générales*

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égout, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus est interdit.

### *2. Réglementation applicable*

A défaut d'autres prescriptions du présent arrêté, les rejets des installations seront soumis aux dispositions de l'arrêté du 1er mars 1993 relatif aux rejets des installations classées.

### *3. Eaux pluviales*

Les eaux pluviales susceptible d'être polluées (eaux de ruissellement des aires de stationnement et de circulation et de chargement...) seront collectées et subiront, avant, rejet un traitement approprié garantissant une teneur en hydrocarbures inférieure à 20 mg/l selon la norme NF T 90 114.

Les eaux seront rejetées dans le réseau d'assainissement communal.

#### 4. *Eaux sanitaires*

Les eaux sanitaires seront traitées en conformité avec les instructions en vigueur concernant le code de la santé publique.

Les eaux sanitaires (WC, lavabos, douches...) ainsi que les eaux de cantine, préalablement dégraissées représentant un volume d'environ 1 100 m<sup>3</sup>/an, seront rejetées dans le réseau d'assainissement communal raccordé à la station d'épuration intercommunale sise à ERNOLSHEIM SUR BRUCHE.

#### 5. *Eaux de refroidissement.*

Les eaux de refroidissement seront en tout ou partie recyclées conformément aux instruction de la circulaire du 10 août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau. En cas d'évacuation vers le milieu naturel superficiel, ces eaux devront présenter des caractéristiques physico-chimiques et bactériologiques équivalentes à celles qu'elles avaient lors de leur prélèvement sauf en ce qui concerne la température qui est limitée à 25°C.

#### 6. *Eaux industrielles*

Les effluents industriels produits par la société BASF Peintures et Encres proviennent des installations suivantes :

- . eaux de lavage des cuves de fabrication, de mélange et de mélange des peintures en phase aqueuse
- . eaux de lavage du matériel
- . eaux provenant du laboratoire de mise au point des produits (peintures et crépis) en phase aqueuse.

Ces effluents subiront un prétraitement physico-chimique par bâchée avant rejet dans le réseau d'assainissement raccordé à la station d'épuration d'ERNOLSHEIM, en conformité avec les dispositions de la convention entre le syndicat intercommunal à vocation multiple MOLSHEIM-MUTZIG et Environs et la société BASF en date du 28 octobre 1992.

Les effluents devront respecter les normes suivantes de rejets :

PARAMETRES	Normes de mesures	Effluents rejetés dans le réseau d'assainissement en mg/l	Flux en kg/jour
Débit		1 m3/heure	10 m3/jour
PH	NF T 90 008	compris entre 6 et 8	
Température		< 25	
DCO	NF T 90 101	2 500	25
DBO5	NF T 90 103	600	6
MES	NF T 90 105	300	3
Hydrocarbures totaux	NF T 90 114	20	0,2
Azote global	NF T 90 110	200	2
Solvants halogénés	ISO 9 562	5	50 g/j
Phosphore exprimé en P	NF T 90 023	50	500 g/j
Métaux totaux		15	150 g/j
Fe	NF T 90017 et 90112	5	50 g/j
Zn	NFT 90 112	5	50 g/j
Al	ASTM 8.57.79	5	50 g/j

#### Article 24 : Prévention de la pollution des eaux souterraines

La qualité des eaux souterraines, en aval des installations de la société BASF ainsi que l'efficacité des dispositifs de protection des eaux souterraines seront contrôlées par la mise en place d'un réseau piézométrique et des prélèvements d'échantillons d'eau qui sera analysés par un laboratoire agréé.

Dans ce but la société BASF fera réaliser par un bureau d'étude ou tout organisme spécialisé dans le domaine hydrogéologue, une étude de la vulnérabilité des eaux souterraines au droit de ses installations et permettant la définition de l'emplacement du piézomètre ou d'un réseau de surveillance piézométrique.

La réalisation du réseau de surveillance piézométrique précité et les prélèvements d'échantillons d'eau pour analyse devront être effectués au plus tard un an après la date de notification du présent arrêté.

Les frais engendrés par l'application de ces dispositions seront supportés par l'exploitant.

## 5) DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

### Article 25 : Dispositions générales

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante.

### Article 26 : Définition des zones de dangers

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

### Article 27 : Conception générale de l'installation

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre. En particulier les mesures suivantes seront retenues :

Accès, voies et aires de circulation : A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de son établissement.

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

## Article 28 : Mesures constructives

Les éléments de construction des bâtiments et locaux seront constitués par des matériaux incombustibles. Les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion seront physiquement séparées du reste des bâtiments par des structures incombustibles.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements devra en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande seront reportés près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles.

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre, conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées (J.O. du 26/02/1993).

## Article 29 : Exploitation

Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces dispositions devront être clairement apparentes.

Un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées listera les produits stockés, les quantités, les lieux de stockage... .

## Article 30 : Détection

Des mesures de la limite inférieure d'explosivité des vapeurs de solvants dans l'air des ateliers présentant des risques d'explosion, seront effectuées de manière continue ou ponctuelle.

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement.

### Article 31 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :

- de poteaux d'incendie normalisés placés à proximité de l'établissement,
- d'un réseau d'extinction adapté aux caractéristiques des produits stockés (RIA ou système équivalent),
- d'extincteurs répartis judicieusement dans l'enceinte de l'établissement,
- de réserves de sable meuble et sec et de pelles.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz,...) seront bien matérialisés et facilement accessibles.

### Article 32 : Consignes d'exploitation

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnels d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques, auront des consignes écrites et/ou affichées. Celles-ci comporteront la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, ou en période d'arrêt ;
- toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'intervention des secours extérieurs éventuellement établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu tous les ans, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



## Permis de feu

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

## 6) CONTROLES

### Article 33 : Principes généraux

D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques par le permissionnaire indépendamment de ceux inopinés ou non, que l'inspection des installations classées pourra demander. Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge du permissionnaire.

### Article 34 : Contrôle des rejets d'eaux résiduaire

Les ouvrages de rejets d'eaux résiduaire seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets. Les échantillons qui seront prélevés proportionnellement aux débits sont destinés d'une part aux autocontrôles que réalise le permissionnaire et d'autre part aux contrôles exercés par l'inspection des installations classées et par le service chargé de la police des eaux. Les modalités de conservation des échantillons seront établies en accord avec ces services dans l'exercice des missions qui leur incombent.

Le permissionnaire est tenu également de permettre l'accès, à toute époque, à ces dispositifs aux agents de ce service.

Il pourra être procédé, par les agents de ces services, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et dans les eaux réceptrices, et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant. Le nombre des contrôles à sa charge sera toutefois limité à quatre par an, sauf dans le cas où les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté ne seraient pas respectées.

### Article 35 :

La surveillance et le contrôle de la qualité des rejets seront assurés par un prélèvement d'échantillons représentatifs de la qualité des effluents, avant rejet dans le réseau d'assainissement intercommunal.

1. Un contrôle des effluents sera effectué par l'exploitant, les résultats seront consignés dans un cahier tenu à disposition de l'Inspecteur des installations classées, du service chargé de la police des eaux et des représentants du syndicat intercommunal.

PARAMETRES	FREQUENCES
DEBIT	Continu
pH	Continu
Température	Hebdomaire
MEST	Hebdomadaire
DCO	Hebdomadaire

2. Un contrôle des paramètres mentionnés à l'article 23.6 sera effectué :

- tous les 4 mois pour le pH, DCO, DBO5, hydrocarbures, MES et azote global,
- tous les ans pour les solvants halogénés, phosphates, métaux totaux.

En outre, l'inspecteur des installations classées pourra demander que les vérifications soient effectuées par un laboratoire agréé. Les frais entraînés seront à la charge de l'exploitant.

#### Article 36 : Contrôle des rejets atmosphériques

Les conduits d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse.

L'exploitant réalisera dans un délai de 18 mois une campagne de mesures portant sur les COV et les poussières.

Le rapport sera transmis à l'inspecteur des installations classées.

#### Article 37 : Contrôle des émissions de bruit

Un contrôle de la situation acoustique en limite de propriété effectué par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées pourra être demandé. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté.

Article 38 : Contrôle des conditions d'élimination des déchets

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent et relatives à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 sus-indiqué.

Article 39 :

L'exploitant fera procéder à un contrôle de la qualité des eaux souterraines en aval des installations. Les paramètres suivants seront contrôlés :

- pH,
- COV
- B.T.X.

Article 40 : Transmission des résultats

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, le résultat des différents contrôles prévus précédemment dans son établissement.

De plus, il adressera les résultats des contrôles des rejets d'eau, au service chargé de la police des eaux (esp. à la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement).

Les résultats de tous ces contrôles seront commentés en particulier les phases d'éventuels dépassements seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre pour y remédier.

Article 41 :

Les frais engendrés par l'application du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 42 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de DACHSTEIN et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 43 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

Article 44 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 45 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin  
le maire de DACHSTEIN  
les inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société requérante avec un exemplaire des plans approuvés.

STRASBOURG, le - 9 AOUT 1993

Pour ampliation  
P. le Secrétaire Général  
L'Attaché Chef de Bureau

Jacques ISNARD



LE PREFET,  
P. le Préfet,  
Le secrétaire général,

Pierre GUINOT-DELERY

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663  
du 19 juillet 1976 relative aux  
installations classées pour la  
protection de l'environnement).  
La présente décision peut être  
déférée au tribunal administratif.  
Le délai de recours est de deux mois  
pour le demandeur ou l'exploitant.  
Le délai commence à courir du jour  
où la présente décision a été notifiée.